



20-09-2012

Vers plus d'exploitation des salariés

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans son rapport 2011-2012, rappelle que 8,2 millions de personnes vivaient en 2009 avec moins de 954 euros par mois. Plus de 11 millions de Français sont touchés par la pauvreté souligne ce rapport, notant que la pauvreté sous toutes ses formes a augmenté en France.

Il fait le constat que *"disposer d'un emploi n'est plus une condition suffisante pour franchir le seuil de pauvreté"* tant l'emploi s'est précarisé : chômage, CDD, intérim, temps partiel...

Parmi les villes les plus touchées par la pauvreté on trouve : Roubaix 46% de sa population a en moyenne 679 euros par mois pour vivre ! Saint Pierre à La Réunion 46% (revenu 631 euros), Aubervilliers dans le 93 à 39% (revenu 761 euros)... Scandaleux ! **La moitié de la population française vit avec moins de 1590 euros par mois.** L'INSEE révèle que 36% des français de plus de 16 ans ont connu la pauvreté entre 2004 et 2008.

Cela va s'aggraver, le capital veut aller plus vite et plus fort pour augmenter ses profits.

Il a le soutien total du gouvernement socialiste tant au niveau national qu'eupéen pour mener les « réformes » qu'il exige.

Le ministre du Travail, Michel Sapin propose de baisser les cotisations sur les CDI et d'augmenter celles sur les CDD... Laurence Parisot est d'accord avec Sapin : *«On peut envisager d'aborder ce point... si on avance dans un premier temps sur des éléments de souplesse dont les entreprises ont besoin. Ça ne peut se faire que dans le cadre d'une renégociation de l'assurance-chômage (...)* »

Elle qualifie de « majeure » la négociation sur la réforme du marché de l'emploi, Laurence Parisot espère qu'un accord sera trouvé *« avant la fin de l'année »* pour franchir *« un pas vers la flexisécurité »*. **« Nous sommes à la veille de quelque chose de très important », a-t-elle souligné** et se disant même *« raisonnablement confiante »*.

"Il faut trouver un équilibre qui permette aux entreprises d'avoir des moyens d'adaptation bien supérieurs à ceux qu'elles ont aujourd'hui ».

«On est dans une grave crise économique, les organisations syndicales sont lucides et convaincues qu'il faut bouger » ajoute-t-elle.

Tous ces propos ne sont pas rassurants pour les salariés. Nous sommes avertis, voilà les objectifs du capital.

La mobilisation des salariés est essentielle, la journée d'action du 9 octobre, les luttes actuelles peuvent faire reculer ces objectifs.